

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

Adrien Morenas ambitionne une « Silicon valley de l'agroécologie » en Vaucluse



Diplômé de l'école d'ostéopathie d'Avignon en juillet dernier, Adrien Morenas nous accueillait la veille de l'inauguration de sa permanence à Carpentras. Le député LREM de la 3^e circonscription, 39 ans, revient pour l'Echo du mardi sur des sujets aussi majeurs que décisifs pour l'avenir du Vaucluse : pauvreté, attractivité, santé, foncier... L'occasion également d'évoquer les prochains colloques du parti LREM organisés ce week-end au parc des expositions d'Avignon.

150 âmes étaient réunies, 5 rue Bidault à Carpentras, pour l'inauguration de la permanence d'Adrien

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

Morenas sur son 31. De nombreux élus et amis de longue date ont répondu présent, dont [Serge Andrieu](#) maire de Carpentras, [Jacqueline Bouyac](#), vice-présidente de la Région sud, [Souad Zitouni](#), députée de la 1^e circonscription ou le conseiller départemental [Max Raspail](#). Quelques chefs d'entreprises ont agrémenté l'auditoire, rejoints par le directeur de l'hôpital de Carpentras ou la confrérie de la Fraise.

La veille, le marcheur carpentrassien, jean, polo et verbe incisif nous ouvrait ses portes. Fort de l'investissement quotidien de son équipe parlementaire fraîchement formée, Marie Zwally et Vincent Berthelot en Vaucluse, Maurice Houzard à Paris, le député honore un agenda réglé comme du papier à musique. Jonglage habile entre visites d'entreprise, inaugurations, commémorations ou questions/réponses en permanence. Une hyperactivité qu'il entend mettre au service de ses administrés avec pour seul moteur : faire rayonner un département « pépite » dont le potentiel n'a rien à envier à ses voisins.

5^e département le plus pauvre de France

Triste record pour le département. Les vauclusiens pensaient qu'il occupait la 9 ou 10^e position dans le top de la misère, voilà qu'une étude de l'Insee enfonce le clou. Le [Vaucluse brille en 5^e position](#) devant le Gard. Le député, lui, évoque une 6^e position selon les chiffres de l'Observatoire des inégalités. Inutile d'engager une bataille des chiffres, le problème de fond ne bouge pas d'un iota. « Ce qui est tragique, c'est que nous sommes passés du top 10 des plus riches au top 10 des plus pauvres. 30 années ont suffi à nous mettre dans cette situation », tranche le parlementaire.

Andrien Morenas aime à le rappeler, l'agriculture a très bien gagné sa vie durant les 30 glorieuses. « Tout le département a surfé sur ce statut de 'premier verger' de France. Mais les nouveaux défis n'ont pas été anticipés. » Très vite, l'homme évoque une myriade de facteurs handicapants, « il y a plus de résidences secondaires que principales, l'épicier est ouvert seulement quelques mois de l'année et une économie saisonnière s'est mise en place. » Le prix de l'immobilier, la classe moyenne qui tend à disparaître, le manque d'emplois à destination des vauclusiens en raison du manque de formation, autant d'éléments qui concourent selon lui à accentuer la paupérisation.

Parmi les projets qui appellent à une certaine hostilité chez l'interrogé : le tramway d'Avignon. « C'est un coût important pour un tramway qui dessert la gare centre mais pas la gare TGV, ni la zone étudiante ou les jeunes se retrouvent assignés à résidence. » Quid du bus? « Je doute fortement que les bus ramènent à 23h à Agroparc par exemple. » Avec un budget de cet acabit, l'élu aurait plutôt abondé un projet de raccordement des faubourgs isolés.

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021



Le député en discussion avec Bérangère Abba, Secrétaire d'Etat à la Biodiversité, suite à l'assemblée générale de la Fédération nationale de la pêche en France (FNPF). Crédit photo: Adrien Morenas.

« Je ne vois pas de projet fédérateur en Vaucluse »

Le [Plan pluriannuel d'investissement](#) (PPI) dévoilé par le Conseil départemental de Vaucluse révèle selon le député une absence de cap pour l'avenir. « Je ne vois pas de grandes orientations, pas de projet fédérateur en Vaucluse. Le volet social n'y figure même pas. Dommage de cantonner le département à la simple commune d'Avignon et du secteur Luberon. » Le suppléant de Brune Poirson aux législatives de 2017 regrette une « continuité », doublée d'une « absence de visibilité » dans la feuille de route du Département.

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

Les entreprises prometteuses ? Elles sont pourtant là et peuplent la circonscription. L'homme évoque tour à tour des fleurons tels que [Louis Martin, Charle et Alice, Juste bio, Batteries prod](#), ou [Lumi'in](#), pour ne citer qu'eux. Là où le bât blesse, la difficulté de recrutement. Un problème à prendre à bras le corps par les élus qui « doivent régler cela ». En matière de compétence, un numéro d'équilibriste s'engage, « si l'on assiste à l'intervention de l'Etat dans les politiques locales, il est très vite taxé d'intrusif, si l'Etat n'intervient pas, c'est également problématique. »

Selon Adrien Morenas, l'intelligence collective doit primer. Les solutions sont à trouver conjointement avec les élus locaux, les chefs d'entreprise, les présidents d'association, de fédérations professionnelles... Et même si les prérogatives ont été perdues après le départ de Brune Poirson du Gouvernement en 2020, le député tient à le rappeler, « les titres sont très honorifiques. Cela ne change rien pour le travail que je fais au quotidien. »



© lisaud photo@lisud.com

L'inauguration de la permanence avait lieu le 9 septembre, aux côtés de Marie Zwally et Vincent Bethelot. Crédit photo: Adrien Morenas.

Au chapitre [rénovation des collèges](#) dans le département, l'avis est mitigé. « Prenons l'exemple du collège Charle Doche à Pernes-les-Fontaines. Je n'ai pas l'impression que cela bouge énormément. »

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

Idem pour la demande de déviation de Mazan, dont le dénouement n'est pas connu. « J'ai une carrière qui a son unité de traitement à Carpentras et qui envoie quotidiennement 40 camions qui traversent Mazan. »

Loi SRU : le député prône « l'intercommunalisation »

La [loi SRU](#) (Solidarité et renouvellement urbain) doit s'opérer sur un bassin de vie selon le député. « Aujourd'hui, on est obligé de contraindre les communes, les logements sociaux ont été relégués, ses habitants mis dans un coin et on n'a rien fait pendant trop longtemps. » De l'aveu du député, payer une amende pour éviter la construction de logements sociaux est une disposition adoptée par certains maires pour « éviter de perdre de l'électorat ». Et d'interroger : « est-il normal qu'un bailleur social préfère payer des jours d'amende plutôt que de faire des travaux ? Si un juge impose des travaux, le bailleur social doit s'exécuter. »

Plus surprenant, « il ne manque pas de logement social, 50% des logements ne sont pas habités et j'ai un habitant sur deux qui ne veut pas déménager ici. J'ai de la place, le problème porte sur les conditions de vie. Je peux investir autant de millions, cela n'aura pas de grande utilité si le monde associatif n'est pas de retour par exemple. » Très vite, le député met sur la table les 4,5M€ perçus par la ville de Carpentras dans le cadre du dispositif d'Etat [Cœur de ville](#), ou les fonds injectés lors de l'ouverture de Vallis Habitat. « Le panier de la mariée était assez joli alors qu'on était déficitaire. Si l'Etat ne s'en charge pas, l'établissement de logement aurait été en cessation de paiement. »

Sécurité, une affaire d'héritage politique

Place au sujet, ô combien épineux, de la sécurité. Le député nous renvoi fissa à l'historique. « On redonne des moyens qui ont été enlevés il y a 15 ans. On remet 10.000 policiers et gendarmes que les gouvernements successifs ont supprimés. C'est gentil d'entendre des leçons de morale, mais ce n'est pas moi qui ai signé la trajectoire des politiques de droite ou de gauche. Impossible de rendre le département attractif si c'est pour parler de [fusillades toutes les semaines](#). L'Etat a sa part, les collectivités locales aussi. Comment réinvestir les quartiers ? Faut-il les détruire, inclure de la mixité, ce sont des questions qui se posent. C'est au Département d'y apporter la réponse et pas l'Etat. »

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021



Venue du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin suite aux fusillades répétées à Cavaillon. Crédit photo: Adrien Morenas.

Créer une « Silicon valley de l'agroécologie »

Parlons-en, du « verger de France ». Suite au gel d'avril, les agriculteurs vauclusiens bénéficieront du fonds d'urgence : 5000 euros par exploitation impactée et [1000 euros supplémentaires](#) injectés par le département. Le député regarde la situation à travers le prisme du foncier. « Si un agriculteur veut s'installer ici, il est bien obligé d'acheter et de louer des hangars. Sauf qu'aucune banque ne prête 600.000 euros à un jeune agriculteur. Résultat, il partira en Ardèche pour acheter maison et terrain. »

Le potentiel ne manque pas, « on pourrait devenir pionnier en matière de transition écologique et de technologie. Si je devais soumettre des grandes orientations, je proposerais d'ouvrir une technopole axée sur l'agroécologie (ndlr: ensemble de méthodes de productions agricoles respectueuses de l'environnement). Un genre de Silicon valley de l'agroécologie qui fonctionnerait, j'en suis persuadé. »

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

L'artificialisation des terres ? L'ostéopathe est partisan du mantra : éviter, réduire, compenser. « Eviter une mesure préjudiciable pour l'environnement. Si je ne peux pas, réduire son impact de manière significative. Si je ne peux pas, trouver des moyens de compensation. On est obligé d'artificialiser, c'est la manière dont on le fait qui importe. Je ne suis pas obligé de construire sur dalles, je peux le faire sur pilotis. Cela se fait déjà sur les constructions de bois, beaucoup de fabricants le proposent au regard de l'impact environnemental. »

Gestion équilibrée de l'eau

Le député a notamment siégé en tant que vice-président de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire. « J'ai eu la chance d'être rapporteur sur une mission d'information portant sur les ressources en eau. C'est un sujet qui me tient à cœur, notamment dans notre département. Avec la région et le département, mon travail est d'anticiper pour éviter que l'on soit en tension. » Le député collabore notamment avec l'agence [Hauts de Provence Rhodanienne](#) (HPR) sur des sujets tels que l'extension du canal de Carpentras. « Il faut que l'on puisse apporter l'eau dans ce territoire-là, pour les pompiers et pour les agriculteurs, dans le cadre d'un usage partagé et équilibré. » Objectif ? Concevoir et planifier les futures orientations jusqu'en 2050 afin d'anticiper les besoins d'eau sur notre territoire.

« Redonner à cette pépite le luxe qu'elle avait »

L'homme est soudainement piqué de nostalgie. « Quand je me suis engagé en politique, on ne cessait de dire que l'on avait une pépite qui végétait depuis 30 ans et qu'il fallait lui redonner le luxe qu'elle avait. On a accompagné des entreprises qui se sont réinstallées chez nous. Dernièrement, une personne a trouvé un local à 3km d'ici. La CFE (ndlr: Cotisation foncière des entreprises) dont elle s'acquittera sera profitable à la [Cove](#). » En matière de potentiel, le département est un joyau brut. « Très peu de villes se situent à 2h40 de Paris, proches de l'A7 et l'A9 qui vous emmène en Italie. »

Alors le député écoute, analyse et tente d'apporter des réponses. Ou du moins de poser les bonnes questions. Tel est le cas pour [celle-ci](#), écrite au ministre de l'Economie, lorsqu'au cœur de sa circonscription, le directeur d'un centre commercial lui fait part de ses inquiétudes. 300 collaborateurs soucieux et un chiffre d'affaires en forte baisse qui justifieront une demande d'adaptation du dispositif du passe sanitaire. « La réponse peut être communiquée dans un délai de 3 mois » nous explique le député. La patience est d'or.

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021



Maison de la pêche de Velleron à l'occasion du World Cleanup Day.

Conjuguer authenticité et modernité

Si le festival d'Avignon fait le bonheur de millions de festivaliers chaque année, le mont Ventoux est vu lui par « des milliards de personnes à l'occasion du [Tour de France](#). » Un site plébiscité selon le député par beaucoup de touristes privilégiant la nature plutôt que le volet culturel. « Mon travail est de préserver cette authenticité, en y mettant un peu de modernité. » Et de citer une école de conception de jeux vidéo de Carpentras, avec laquelle il souhaiterait collaborer pour voir naître sur écran des mini-séries et autres contenus ludiques sur ce site totémique. Le nouveau bureau qui a décidé dernièrement de la [réélection de Jacqueline Bouyac](#) à la présidence peut compter sur le député « à tout moment » pour accompagner de la meilleure façon et apporter un soutien logistique.

« Les écogardes m'ont fait part de leur volonté de pérenniser certains postes par exemple. Pour cela, il faut des fonds de la part de la Région et de l'Etat. » Toutefois, le partisan LREM déplore une capacité d'accueil qui montre ses limites. « J'ai deux parc d'attraction dans ma circonscription, et je n'ai pas d'hôtel à côté. » Un élément d'autant plus important que les touristes nationaux et locaux se déplacent dans les parcs durant plusieurs jours pour découvrir cette nature préservée.

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021



A la rencontre des écogardes du Mont-Ventoux à l'Ermitage de Saint-Gens sur la commune du Beaucet

Pass sanitaire en terrasse

Des échanges avec Patrice Mounier, président de l'[Umih 84](#) ? Il y en a eu au sein de la permanence. Notamment au sujet du pass sanitaire en terrasse qui a fini de cristalliser les [rancœurs](#) au sein de la profession. « Le pass est un mal pour un bien, qui a permis de passer l'été sans tomber dans une situation catastrophique. Les bretons avaient fermé, le couvre-feu était instauré en Corse et en Espagne. Nous n'avons pas eu tout ça », démontre le député. Et d'énumérer les parachutes déployés par l'Etat : prise en charge du chômage partiel, fonds de solidarité compensant la perte de chiffre d'affaires, aide aux paiement des cotisations, PGE, etc. Quid des charges fixes ? « Un dispositif de prise en charge a été instauré pour les personnes éligibles. Notez que beaucoup de restaurateurs sont propriétaires des

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

murs », souligne-t-il.

« Une restauratrice que je connais a fait une excellente saison. Les touristes étaient obligés de présenter le pass pour voyager. Beaucoup de restaurateurs ont utilisé ce qui était donné pour investir dans leurs locaux et c'est très bien. Mais ce qu'on demande en contrepartie, c'est de contrôler. » Pour le député, les dégâts financiers auraient été bien pires si la 4^e vague avait touché de plein fouet une population non vaccinée. « C'est la fermeture de l'établissement assurée. Je ne pense pas que l'Etat aurait la capacité de combler comme il l'a fait pendant un an si le scénario était amené à se reproduire », s'interroge l'élu qui constate une montée en épingle des mécontents.



Puis échange avec M. Patrice Mounier, Président de l'UMIH84 sur le pass sanitaire et son application au sein des restaurants et terrasses.

« Si j'ai fait 5 ans d'étude, ce n'est pas pour faire de l'ésotérisme »

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

Quid de l'obligation vaccinale pour le personnel soignant ? « Si j'ai fait 5 ans d'étude, ce n'est pas pour faire de l'ésotérisme. On m'a appris les bienfaits des instructions médicales, les infirmiers ont eu la même formation que moi. Quand on travaille en service de réanimation et qu'on constate que 90% des personnes n'ont pas été vaccinées, la saturation l'emporte. Aussi bien physiquement que mentalement. La vaccination est un moindre mal qui me paraît logique. C'est un devoir en tant que soignant. Si demain, quelqu'un de mon entourage décède parce qu'un personnel du corps médical, quel qu'il soit, n'a pas eu l'intelligence de se faire vacciner, je le prendrais très mal. » Même son de cloche concernant les tests bientôt payants dans l'hexagone. « Les 100 millions d'euros que je donne de test PCR, c'est de l'argent que je ne peux pas investir dans les hôpitaux. Je suis plus occupé par les lits de réanimation que les tests de confort de certains. »

Commission fraude sociale

Les commissions d'enquête dans lesquelles le parlementaire a été membre ou rapporteur, ou bien les missions d'information ? Il y en a pléthore. Lutte contre les groupuscules d'extrême droite, sûreté des installations nucléaires, développement durable, analyse des freins à la transition, évolution des formes de racisme, conflit d'usage en situation de pénurie d'eau ou mission d'information sur les agrocarburants. Celle qui éveille notre curiosité : la commission d'enquête relative à la lutte contre les fraudes aux prestations sociales. « On s'est rendu compte que certains centenaires décédés ont continué à percevoir des aides par exemple. L'arnaque à la carte vitale est un secret de polichinelle. Si je prends du budget pour donner à quelqu'un, je l'enlève à l'autre. »

L'arnaque sociale fait-elle réellement vaciller notre système démocratique solidaire ? Les maux ne sont-ils pas nichés ailleurs, au sein-même des paradis fiscaux par exemple ? « Bien évidemment, l'évasion fiscale existe. Il n'empêche que le gouvernement a pris une décision d'ampleur concernant la taxation des Gafam. En matière de fiscalité, sous l'air Trump, ce n'était pas facile de taper sur les américains. Souvenez-vous, en guise de réponse, nous avons eu un petit problème avec les viticulteurs... Cela demande de la pugnacité et Bruno Le Maire a su en faire preuve. La France a retrouvé une certaine image sur la scène internationale. »

Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021



Chaque année, le député parraine un jeune via la mission locale

Engagement en Afghanistan

Comment dessiner le portrait du député sans évoquer la Défense. L'engagement militaire nourrit l'histoire de celui qui a servi pendant plus de huit ans dans la Marine nationale, de 2001 à 2006. « C'est quelque chose qui marque », confie-t-il. Le député se trouvait sur le porte-avions Charles de Gaulle, dans le cadre de [missions de contre-terrorisme](#) et de maintien de la paix. Début septembre, il participait à la commémoration de la disparition du Commandant Massoud à Genève. « Le même jour, les talibans détruisaient la tombe d'Ahmad Shah Massoud, en s'attaquant au symbole de résistance. » Une actualité brûlante qui ne peut laisser muet celui qui connaît les complexités du terrain et pour qui 3 piliers sont nécessaires pour stabiliser un peuple et éviter ainsi un flux migratoire : éducation, nutrition et santé.

Le député tient à le préciser, la France n'a pas de responsabilité à avoir en matière d'accueil des réfugiés, le pays a « toujours fait son travail ». La présence militaire française était largement réduite, on



Ecrit par Linda Mansouri le 1 octobre 2021

parlera plus de « protectorat américain ». Toutefois, l'accueil des peuples fait « partie du fondement de notre république. Car en effet nous ne pouvons, ni ne devons détourner les yeux face au retour en force de l'Émirat islamique d'Afghanistan : un régime qui n'a rien à envier à Daesh, un régime d'une barbarie inouïe, un régime obscurantiste, un régime dont nous ne pouvons tolérer les exactions. Il en va de l'honneur de la France. Il en va du respect de nos valeurs humanistes universelles », conclue le parlementaire.

« Nous sommes prêts pour la bataille présidentielle »

Comment va LREM ? « Elle va bien. Des élus apolitiques soutiennent la majorité présidentielle. La diversité du parti fait sa différence, aussi bien au niveau ethnique que s'agissant des courants de pensée. Nous n'avons pas construit un parti en fonction d'un dogme politique. On nous reproche bien souvent de ne pas avoir de doctrine. La droite gaulliste, la gauche de Jean Jaurès. On prouve que l'on peut avoir un peu des deux. » Le mépris de l'opposition ? « On l'entend souvent, mais c'est plutôt l'opposition qui prend la parole en premier à l'Assemblée. Sur 2h de questions écrites, ma majorité en a plus que 5 contre 8 auparavant. C'est justement pour laisser de la place à tous. C'est le jeu législatif. »

Preuve de la « vitalité » de la famille LREM en Vaucluse, les prochains colloques auront lieu les 2 et 3 octobre au parc des expositions d'Avignon, sous la houlette de Michèle Malivel, patronne de LREM Vaucluse. « Nous avons un réel désir de militantisme. Nous sommes prêts pour la bataille présidentielle si le président repart. Deux grosses échéances nous attendent. » Le député briguera-t-il un nouveau mandat aux prochaines législatives ? « Si on me le demande... » répond-t-il, le sourire énigmatique aux lèvres.